LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°158 - Juillet / Août 2011ko Uztaila / Agorrila MENSUEL : 2 €



Jeltzale Izan

Être Jeltzale

Zenbaki berezia
Numéro spécial

EAJ-PNB

- La Charte des Jeltzale,
- Idéologie,
- Histoire,
- ...

LES CENTRISTES BASQUES
ABERTZALE BAKEZALEAK

EAJ PNB

www.eaj-pnb.eu

EAJ-PNBren mendeurrenaren adierazpena - 1995

1. Euzkadi da gure Aberria

2. Sei lurraldeetako euskaldunok herri bakarra osatzen dugu, sortzez eta borondatez. Bere buruaren jabe den herria da gurea eta ez dugu beste soberaniarik ez aitortzen, ez onartzen.

3. Euskara da gure herriaren hizkuntza. Euskararen berreskuratzea eta hedatzea gure lehentasuna da, beste hizkuntzen errespetuan

4. Askatasuna eta justizia dira gure elkarbizitzaren oinarri. Ez dugu sekulan nehorren larderiarik edo morroi izaterik onartuko, gure arbasoek sekulan onartu ez zuten bezala.

5. Nehor ez da nehor baino gehiago eta begirunea zor diogu elkarri bakoitzaren ideia, erabaki eta ekintzetan. Onartzen dugun diskriminazio bakarra da ahulenen eta ahal guttiren alde jokatzea.

6. Herri bat ez da beste bat baino gehiago. Arrazakeriaren aurka gira. Herri bat beste batek zapaltzearen kontra. Gure herriak edo edozein herrik du bere borondate, izakera eta balioen arabera izan eta bizitzeko eskubidea.

7. Ezerk ez du guretzat indarkeriaren erabilera zuritzen. Armen indarrez gure herri erasotzen duenarengandik defenditzeko beharrak bakarrik.

8. Gure ingurune, gure herri, gure mendi, gure soro, belardi, ibai, baso edo kaleak berreskuratu eta zaintzea ere lehentasunezkoa da guretzat.

9. Sinesten dugu Euskadik bere lekua izan behar duela Europa batu batean, demokratikoa eta solidarioa, herritarren eta herrien errespetuan

10. Senidetzat hartzen dugu gure herriaren etorkizuna gurekin batera egin eta bizi nahi duten guztiek, nonnahitik etorria direlarik ere.

La version en français de la Charte des Jeltzale sur :
www.eaj-pnb.eu

Lexique basque

Quelques créations de Sabino Arana Goiri

Jeltzale : Un partisan du JEL (Jaungoikoa eta Lege Zaharra)

EAJ-PNB ou EAJ-PNV : Euzko Alderdi Jeltzalea
Parti Nationaliste Basque ou Partido Nacionalista Vasco

Euzkadi : la nation basque composée des provinces de :

Côté sud des Pyrénées : Hegoalde
Navarra-Navarre : capitale nationale Iruña-Pampelune
Bizkaia-Biscaye : capitale Bilbao-Bilbo
Gipuzkoa : capitale Donostia-St Sébastien
Araba-Alava : capitale Vitoria-Gasteiz

Côté nord des Pyrénées : Iparralde
Lapurdi-Labourd : capitale Baiona-Bayonne
Baxe-Nafarroa : capitale Donibane Garazi – St Jean Pied de Port
Xiberoa – Soule : capitale Maule - Mauléon

Euzkotarra : le Basque originaire du Pays Basque, de façon plus large, aujourd'hui, la personne enracinée, en Pays Basque, originaire ou non du Pays Basque, consciente de cette spécificité, constitutive de la nation basque.

Aberri : patrie
Abertzale : patriote
Ikurriña : drapeau basque
Euzko Abendaren Ereserkia : hymne du peuple basque.

Quelques termes clés

Zazpiak-bat : les 7 provinces = 1 Pays Basque.
Concept culturel du XIX^{ème} siècle, au moment du réveil de la conscience culturelle unitaire. EAJ-PNB lui a également donné une dimension politique.

Euskaldun : le Basque, au sens culturel. De façon littérale : Euskaldun : Euskara duna : celui qui possède la langue basque.

Euskara : La langue basque. Historiquement, la Navarre est le foyer de développement de l'euskara et de la culture basque.

Burujabetasuna : l'origine du pouvoir basque : être maitre de soi pour une personne, être maître de son destin pour une Collectivité. Le pouvoir basque vient d'en-bas, des personnes avec son corollaire, l'acceptation de limites, d'où la coutume du Pacte basque.

Photo de couverture : Ana Madariaga avec le makila (au centre), la présidente de las Juntas Generales de Bizkaia avec d'autres membres du Parlement biscayen et Begoña Gil, l'épouse du président socialiste du Gouvernement basque, Patxi Lopez, devant l'arbre de Gernika. Cette photo symbolise EAJ-PNB en mouvement, le Parti conçu pour conduire le peuple basque vers sa libération nationale afin de construire une société basque harmonieuse et respectueuse de ses différences.

Une opportunité pour le Pays Basque

Ce Lema d'été vous propose de prendre le temps de mieux connaître notre mouvement politique, sa pensée, son histoire, son positionnement sur des questions majeures de société : la question religieuse, l'économie et le social.
EAJ-PNB demeure résolument tourné vers l'avenir, pour construire la nation basque de demain. C'est le sens des démarches Think Gaur Euskadi 2020, Think Gaur Nafarroa 2020 ou du document Ados.

La société contemporaine amorce un nouveau cycle. C'est une réalité. Pour faire face à ce changement, il faut être prêt, savoir s'adapter rapidement et être efficace. Nous allons continuer à construire le Pays Basque. Si nous voulons avancer, nous devons créer aujourd'hui l'Institution dont nous avons tant besoin. C'est une opportunité pour le Pays Basque.

L'innovation, c'est la créativité et le changement

La Collectivité territoriale spécifique du Pays Basque doit être innovatrice. Cette Institution doit être ouverte, accessible, efficiente, de qualité et adaptée à la réalité. Grâce à ce service public de proximité, on parviendra à baisser les coûts de gestion publique de façon considérable. Une bonne gestion est synonyme de rigueur, d'efficacité et de lutte contre la fraude. Autant de critères liés à une bonne connaissance du terrain, donc à un maximum d'informations et de données objectives sur les personnes et les dossiers. Nous avons déjà démontré que nous savions nous prendre en charge et que nous savions gérer.
Ce projet est ambitieux, mais réaliste, puisque légal et intégré dans la Constitution française. Il est réaliste aussi, parce qu'il est bénéfique y compris pour les autorités publiques françaises. Il gagne donc en acceptabilité, dans une relation vertueuse gagnant-gagnant.

Une expérimentation linguistique

De plus, dans le domaine linguistique, nous pouvons prétendre à l'expérimentation pour l'euskera et pour l'occitan. Cette expérimentation permettra aux deux langues régionales d'obtenir la reconnaissance officielle en Iparralde ou Pays Basque nord.
Par ailleurs, Iparralde ne peut pas continuer à demeurer isolé, en maintenant une frontière virtuelle, aujourd'hui dépassée, avec le Sud. C'est une erreur et c'est sans avenir. Il est urgent de faire un effort pour nous connaître mutuellement et relancer des relations transfrontalières équilibrées, en additionnant les deux « savoir faire ». Le Pays Basque nord a tout à y gagner.

Penser à nos jeunes

De même, nous devons penser à un secteur très important de notre société, les jeunes car pour nous, les personnes ont été, sont, et seront fondamentales.
Pour améliorer la qualité de vie des jeunes, l'égalité de genre et l'égalité des chances sont nécessaires. Nous travaillons sur trois grandes priorités : la formation (investir pour l'avenir), l'emploi et le logement.
Les principaux obstacles que les jeunes trouvent pour rester au Pays Basque sont le manque de travail et les difficultés de logement.

Une bonne formation universitaire ou professionnelle supérieure est nécessaire pour accéder plus rapidement au monde du travail, en intégrant les trois langues que nous pouvons et parfois devons parler dans ce territoire eurorégional : le basque, le français et l'espagnol.
Durant cette période où le taux de chômage des jeunes est élevé, l'emploi digne doit être la principale préoccupation de nos dirigeants politiques.
Il faut également développer des programmes, en faveur des personnes en difficulté d'insertion : jeunes non qualifiés, femmes qui décident d'entrer sur le marché du travail, personnes de plus de 50 ans.
Enfin, concernant le droit au logement : l'accès à la propriété pour les jeunes couples qui veulent rester au Pays Basque est quasiment impossible. De plus, il est intéressant de réhabiliter les bâtiments anciens. Les mairies ont un rôle majeur dans la réhabilitation, la regénération urbaine et l'accès au logement de personnes qui se trouvent en exclusion sociale.

Txaro Goikolea,
Présidente de l'Ipar Buru Batzar,
la direction régionale d'EAJ-PNB



Pour le Pays Basque de demain : rencontre entre les représentants des deux forces politiques abertzale sorties renforcées des dernières élections forales : EAJ-PNB et la coalition électorale Bildu.
Une inconnue : quelle est la tendance majoritaire de cette coalition ? La tendance Bil-doux ou la tendance Bil-dur ?

Biharko Euzkadi-rentzat : topaketa bi indar abertzale ordezkarien artean azken Foru hauteskundeetan indarturik agertu direnak : EAJ-PNB eta Bildu hauteskunde koalizioa.
Ez ezagun bat : zoin da koalizio horren tendentzi nagusia ? Bil-gaitezen edo Bil-baztertzen ?

L'esprit Jeltzale

La doctrine d'Euzko Alderdi Jeltzalea (EAJ-PNB) est contenue dans la devise d'Euzkadi (« Jaungoikoa eta Lege Zaharra » JEL, d'où nous tirons notre nom Jeltzale) et dans l'ikurriña, tous les deux choisis par Sabino Arana, fondateur du nationalisme basque. Nous allons examiner ces deux points.

Jaungoikoa
Dieu

Euskaldun eta fededun

C'est la croix blanche sur le drapeau. La croix au dessus du reste. La devise est clairement chrétienne. Elle s'inscrit dans la foi profonde de Sabino Arana, et dans l'enracinement de cette foi dans le peuple basque. C'est davantage une foi à la Charles Péguy « Quand vous avez connu le bel agenouillement d'un homme libre, tous vos prosternements d'esclaves ne me disent rien » fait-il dire à Dieu. C'est une foi en l'homme, une confiance placée en lui, en sa liberté et en sa responsabilité. La liberté d'agir et de penser, mais aussi d'être responsable vis à vis de sa communauté.

C'est ainsi que les lois coutumières de Biscaye offraient asile aux huguenots persécutés ailleurs. La foi basque est une foi ouverte, profondément respectueuse de la liberté de l'homme, de sa capacité d'action autonome et son corrolaire, le sens de la responsabilité.

C'est ce christianisme-là qui explique l'intérêt que lui portaient de grands penseurs catholiques français du mouvement personnaliste de l'entre deux guerres (Maritain, Mounier…). Ce catholicisme progressiste, inscrit dans la modernité est centré sur l'homme et la démocratie, le seul système politique basé sur la confiance en l'homme.

C'est aussi tout naturellement, qu'après 1945, EAJ fait partie de l'internationale démocrate-chrétienne.

EAJ-PNB accueille en son sein des personnes de toute confession, mais le jour de l'Alderdi Eguna, chaque dernier dimanche de septembre, la journée commence par la messe.



Une pensée humaniste

Notre démarche essaie donc d'être profondément humaniste : placer l'Homme au centre de notre action, de façon réfléchie et concrète.

Il s'agit bien de la personne humaine, et non pas de "l'Individu" anonyme et interchangeable des libéraux et de la Révolution française : la liberté individuelle de cet être universel des "mêmes droits et des mêmes devoirs". Il s'agit au contraire pour nous de l'être humain, dans sa spécificité particulière, sexuelle, culturelle, géographique.

Cette foi chrétienne nous oppose aussi à la gauche basque révolutionnaire qui tourne autour d'ETA. La gauche radicale place la révolution au centre de son action, le Basque n'étant que l'instrument de ce combat. La référence éthique est absente de son discours et de sa pratique. Pourtant, la mort d'êtres humains ne peut être comparée à ces œufs qu'il faut bien casser pour faire l'omelette. Notre vision humaniste ne peut accepter l'assassinat, le vol, l'extorsion, le racket, les menaces… comme étant de simples « formes de lutte », pour utiliser le vocabulaire révolutionnaire de la gauche autodénommée "abertzale".

Notre humanisme ne peut accepter non plus la réduction de la nation basque à une appartenance ethnique, issue d'un héritage : la langue, la culture, les modes de vie… Notre humanisme, basé sur la liberté, la notion de choix, accepte fondamentalement l'idée d'adhésion libre à une nation. La nation basque, pour nous, n'est pas non plus réduite à une classe sociale, la classe sociale "des travailleurs en lutte pour leur indépendance vis à vis de la bourgeoisie". La nation basque regroupe pour nous "tous ceux qui, d'où qu'ils viennent, souhaitent sincèrement partager le destin de notre peuple" (Charte des Jeltzale)

Sabino Arana Goiri : « Atzokoan finkatuz, gaur biharkoa eraikiz »
« Construire l'avenir aujourd'hui en nous basant sur le passé »

Lege zaharra
Loi coutumière

Nous touchons ici à un sujet très délicat, polémique, peu compréhensible pour les esprits formés au droit romain.
1er problème : comment traduire en français « Lege Zaharra » ? Il y a bien un terme : les Fors. Mais à part les historiens du droit, les francophones ignorent ce terme. Le vocable espagnol de Fueros est très ambigu, car ce mot désigne des réalités très différentes. Optons ici pour le terme de « libertés » ou « Droit traditionnel ». C'est la croix verte de l'ikurriña, verte comme le feuillage du chêne de Gernika, qui représente ce « Lege Zaharra », ces libertés. Sabino Arana et EAJ-PNB exigent donc le rétablissement et l'actualisation du Droit traditionnel des Basques. Il s'agit de deux choses précises :

- récupérer la capacité des Basques à forger leurs propres lois.
- s'inspirer du Droit basque ancien pour élaborer une législation moderne, dans les domaines de la vie publique actuelle.

L'autogouvernement

Les combats du passé

Nos 7 Territoires Historiques, ont été constitués au Moyen Age, autour du XI^{ème} siècle, au sein du Royaume de Navarre. Mais l'étude de la liste des pagi romains nous laisse supposer que les tribus basques existaient déjà à l'arrivée des généraux romains Pompée et César au I^{er} siècle avant JC.
Ces territoires disposaient d'un ensemble de lois, d'une législation bien antérieure au rattachement de ces territoires aux royaumes de France ou d'Espagne. La preuve la plus claire concerne la Navarre. Ce royaume possédait des lois, souvent écrites, bien avant que la Haute-Navarre ne soit annexée par l'Espagne au XVI^{ème} siècle, ou la Basse-Navarre par la France au siècle suivant. Ce qui veut dire que les rois de France et d'Espagne avaient annexé des provinces qui possédaient leurs propres lois. Ce point est primordial : le Droit basque a été élaboré par les Basques eux-mêmes. Les rois n'ont fait que constater cet état de choses, et ont confirmé ces règles de lois. Il ne s'agit pas de « privilèges » concédés par les rois à ces bons Basques. Ils s'agit de lois dont les Basques ont imposé le respect aux rois qui voulaient les gouverner désormais. L'épisode le plus célèbre est le serment aux Fueros biscayens à Gernika. Tous les rois d'Espagne devaient venir à Gernika jurer fidélité aux lois biscayennes ; c'était la condition préalable et impérative pour que l'Assemblée de Biscaye reconnaisse l'autorité du roi.

Chaque fois que le roi adoptait une loi contraire aux lois coutumières basques, les Assemblées de nos provinces l'annulait, tout simplement. C'était le fameux "pase foral" en vigueur dans nos territoires; "se obedece, pero no se cumple". Ce n'est pas le roi qui fait la loi chez les Basques, c'est la loi populaire qui fait le roi.

L'existence des droits historiques

Un souvenir actuel de cet état de fait se trouve dans la Constitution espagnole. En effet, ce texte « reconnaît » l'existence des « Droits Historiques » des territoires basques. Ce n'est donc pas la Constitution espagnole qui produit ces Droits. Elle se borne à constater leur existence antérieure.
Le problème est d'une actualité criante : les lois coutumières basques étaient pour nos ancêtres leur code législatif. Ils n'envisageaient pas d'obéir à un roi quelconque sans que celui-ci ne s'engage à respecter ces règles. Il s'en suit que l'union entre les territoires historiques basques et les rois de France ou d'Espagne est un contrat, un pacte, un accord donnant-donnant, d'égal à égal.



Xabier Arzalluz, président d'EAJ-PNB (1980-1984) (1986-2004)

Le projet de nouveau statut

Vous devinez les conséquences actuelles. Notre parti, en digne successeur de nos ancêtres, n'a de cesse de récupérer :

- la capacité des Basques à se donner leurs propres lois
- l'établissement des relations entre Pays Basque et Espagne (et France) sous la forme d'un pacte d'association, d'un contrat d'union entre entités égales (le peuple basque et la couronne d'Espagne / république française). La voie du statut d'autonomie, royalement octroyé par Madrid n'est qu'un pis aller, un expédient provisoire que nous n'acceptons qu'eu égard à un rapport de force momentané.

Cet ainsi qu'il faut comprendre la proposition lancée par le Lehendakari Ibarretxe, et acceptée par le Parlement Basque en 2004, d'établir de nouvelles relations entre la Communauté Autonome Basque et le royaume d'Espagne, fondées sur un pacte associatif entre ces deux nations égales, les Basques et les Espagnols.

Sommes-nous indépendantistes ?

À nul moment nous n'avons parlé de souveraineté, d'indépendance ou autres termes semblables.
La souveraineté est un mot, une idée, créé à l'époque de la monarchie absolue. Les rois étaient des souverains : ils n'acceptaient aucune autorité au dessus d'eux, sur terre. Seul Dieu était digne de les juger. Avec la révolution française, les rois ont disparu, mais leur pouvoir absolu, supérieur, injugeable, est tombé dans la besace de leur héritier : l'État. L'État est en effet cette entité anonyme, souveraine, injugeable, supérieure, qui impose sa volonté sans limite aux habitants de son territoire. C'est cela la souveraineté, l'indépendance.

C'est une conception antibasque des rapports entre un peuple et ses dirigeants. Pas de souverain chez nos ancêtres : « bakotxa bere jaun ». Une des conséquences de cet absolutisme étatique, est que lorsque deux États sont en désaccord, le seul moyen de régler leurs différends, c'est la guerre. La souveraineté étatique est la cause principale du désordre des relations internationales.

Sabino Arana Goiri : « Euzkotarren aberria Euzkadi da »
« La patrie des Basques est Euzkadi »

L'indépendance absolue des Etats est à l'origine des deux suicides collectifs européens qu'ont été les deux guerres mondiales. L'indépendance est une idée anti-chrétienne : elle est cause d'égoïsmes nationaux, de rivalités, de guerres. Réclamer, comme le font certains, la souveraineté ou l'indépendance d'un État basque ne semble pas être fidèle à nos lois anciennes, qui au contraire, recherchaient le pacte, l'union, l'entente.
L'union entre peuples égaux, le pacte entre entités libres de décider de leur sort, voilà l'essence de notre revendication. « Bakotxa bere jaun ». L'union des maîtres de maison, " etxeko jaun edo andereak ", l'union des représentants des communes, au sein des Assemblées provinciales et enfin l'union volontaire des 7 provinces dans la nation basque.

La nation basque que nous voulons promouvoir est donc à la fois une union volontaire d'hommes et de femmes libres et l'union des 7 territoires historiques : Le fédéralisme communautaire traditionnel réactualisé, associé à la démocratie moderne.
Il s'agit de l'union et non pas de l'unité imposée par les armes (Une, Grande, Libre) ou par la force (la République Une et indivisible). Une unité forcée ne dure que le temps de la force. Nous, nous préférons l'union volontaire et libre. Il en va de même pour les peuples. Un bel exemple de cette solidarité est donné par le gouvernement basque de José Antonio Agirre, totalement engagé aux côtés de la République espagnole, puis participant activement au combat des Alliés, durant la seconde guerre mondiale.

L'Union européenne, une aventure basque

C'est pour cela que l'aventure européenne est basque dès l'origine. Vouloir marier des peuples librement est un défi qui a pour conséquence de remettre en cause la sacro-sainte souveraineté des États. Voir que la France accepte que sa monnaie soit réglementée par un cercle de banquiers à Francfort, que les citoyens de l'Union puissent circuler librement en traversant des frontières étatiques aussi perméables que les frontières des départements, c'est voir que l'indépendance des Etats européens est en train de se dissoudre. Quelle catastrophe en a résultée ? 60 ans de paix continue (du jamais vu sur notre continent depuis la pax romana) ; une croissance économique formidable.

Ce n'est pas de souveraineté dont les Basques ont besoin, mais de liberté, afin de :
- nous doter de nos propres lois,
- négocier avec Paris et Madrid (ou Bruxelles) les termes de notre contrat de mariage.

En résumé, les Basques ont toujours vécu librement, et se sont dotés d'un Droit qui assurait cette liberté. Ce qui ne nuisait pas à la coopération avec les peuples voisins. Lorsqu'ils se sont retrouvés associés aux monarchies voisines, nos ancêtres ont utilisé les armes juridiques de l'époque pour maintenir leurs libertés. Au Moyen Age, les armes juridiques s'appelaient Fors, Fueros, Libertés provinciales. Les Basques ont donc mis ces libertés par écrit afin de les imposer aux rois.
Au XIX^{ème} siècle, l'instrument de la liberté des peuples était l'Etat souverain. Après la disparition de nos libertés collectives, les Basques ont donc réclamé un Etat basque. Mais le fil conducteur de cette lutte est la liberté. C'est elle le 1er fondement du Lege Zaharra : n'accepter aucune dépendance imposée mais négocier librement toute coopération avec nos voisins.
À nous d'inventer demain, au sein de l'Europe, l'instrument juridique qui assurera la liberté de notre peuple.



De gauche à droite : Le Lehendakari Juan Jose Ibarretxe (1998-2008), Iñigo Urkullu et Josu Jon Imaz, les derniers présidents de l'Euzkadi Buru Batzar

L'esprit de nos lois

Une fois notre liberté collective récupérée, qu'en faire ? Sabino Arana est clair dès l'origine : non aux idéologies importées, non au libéralisme et aux socialismes.

Non au libéralisme

De son vivant, Sabino refuse le libéralisme, sa sacralisation de l'individu, la dissolution des liens de solidarité humaine qu'il implique. Il proteste contre le capitalisme qui laisse les ouvriers, espagnols ou basques, démunis face aux patrons. Sabino est contemporain de la révolution industrielle à Bilbao et en Biscaye. L'encyclique Rerum Novarum du pape Léon XIII le conforte dans son opinion. Et dans les premières années du XX^{ème} siècle, naît sous l'impulsion d'EAJ-PNB, le syndicat ELA-STV, pour protéger les ouvriers basques. C'est aussi au nom de la liberté collective des peuples contre le capitalisme, prédateur des colonies, que Sabino s'oppose aux conquêtes coloniales. Et son fameux télégramme de félicitation au président américain Roosevelt pour la libération de Cuba lui vaudra des ennuis judiciaires.

Non aux socialismes

En même temps que naît la grande industrie biscayenne, est créé le PSOE. Le nationalisme basque refuse la lutte des classes. La morale chrétienne répugne à rallier la haine de classes. La violence comme forme possible de lutte, la dictature du prolétariat, l'anticléricalisme forcené des marxistes ne peuvent que heurter la sensibilité catholique de Sabino Arana Goiri.
Plus grave : noyer l'être humain dans une classe sociale, n'en faire qu'un rouage de l'histoire, lui ôter sa liberté au nom des lois scientifiques des sociétés… la base idéologique du socialisme marxiste est contraire à l'humanisme d'EAJ-PNB. Et les campagnes contre notre alderdi lancées dès 1900 par le PSOE accentuent le divorce entre la gauche socialiste et le nationalisme basque naissant. C'est dans le catholicisme social et la démocratie chrétienne que se reconnaît EAJ-PNB dès leur apparition sur la scène politique. A bien des égards, EAJ-PNB en est même un précurseur.

Sabino Arana Goiri : « Atzokoan finkatuz, gaur biharkoa eraikiz »
« Construire l'avenir aujourd'hui en nous basant sur le passé »



L'ikurriña, le drapeau basque conçu par Sabino Arana Goiri et son frère symbolise la devise du JEL

Il est donc normal qu'EAJ soit opposé à tous les totalitarismes, qu'ils soient fascistes ou communistes.

L'esprit basque des lois : " Burujabetza"

L'étude des codes législatifs anciens des Basques est surprenant. Le Droit Romain, dont nos Etats et nos codes civils sont les héritiers, avait une conception absolutiste des rapports entre les hommes et les biens et entre les hommes et les gouvernants.
Ne revenons pas sur l'imperium, ce droit absolu (y compris de vie et de mort) de l'empereur sur ses sujets. Nos États modernes s'en sont largement emparés. Par contre, nos paysans, bergers, pêcheurs avaient développé des techniques juridiques très élaborées, dans une cohérence d'ensemble.

Le Droit romain est fondé sur la propriété : droit absolu d'un homme sur un bien. En 2011, nous en sommes toujours là. La seule discussion, depuis deux siècles, est de savoir si cette propriété doit être privée (pour les les libéraux. Déclaration des Droits de L'homme de 1789 : « la propriété étant un droit absolu et sacré… ») ou étatique (les socialistes et leur obsession des nationalisations). On ne sort pas de l'idée de propriété. Seul le propriétaire change.

Or les Basques avaient construit une société où la propriété n'existait pas. Personne n'était propriétaire des fermes. Le maître de maison n'en était que le responsable. C'est une responsabilité exercée non pas sur un bien acquis, mais sur bien légué à transmettre. Conséquence : il ne pouvait pas la vendre et devait simplement la léguer à un de ses enfants, pour que la famille puisse continuer d'en vivre. Ce n'était pas la ferme qui appartenait au maître, c'était le maître qui appartenait à la ferme : « hi etxerako ! ». En organisant le retrait lignager, les paysans avaient mis au point une technique de lutte contre la spéculation foncière, qui a protégé durant des siècles les paysans labourdins de l'invasion de la bourgeoisie luzienne. Préoccupation toute actuelle…
Les pâturages, les montagnes de Soule, les mines de fer de Biscaye, n'appartenaient à personne, mais à tous les habitants des environs. L'utilisation de ces biens était organisée par les lois coutumières. Pour les Basques, c'est le travail qui régule l'utilisation des biens C'est cet esprit là, communautaire, qui inspirait les fondateurs, dans les années 50, des coopératives de Mondragon.

L'économie promue par EAJ-PNB est donc fondamentalement basée sur l'idée d'aventure collective. Une entreprise basque doit favoriser l'esprit d'équipe pour défendre des produits, un patrimoine commun, dans un esprit d'entraide et d'émulation qui donne envie d'entreprendre.



Un groupe de Basques venus du Pays Basque nord visitent las Casas de Juntas de Bizkaia, à Gernika.

La vie sociale repose sur les mêmes valeurs : promotion de l'être humain, pour lui permettre au maximum d'être autonome et impliqué dans la vie sociale.

En ces temps où la durabilité des biens et des services est devenue une priorité, c'est cet esprit là que notre Parti propose de retrouver derrière le Lege Zaharra.



Sabin Etxea, le siège national d'EAJ-PNB à Bilbao

Notre peuple dans le passé a toujours su imaginer des solutions originales pour sauvegarder sa liberté. Utilisant les armes juridiques adaptées aux menaces qui pesaient sur lui, il a développé une culture particulière reposant sur deux principes qu'il a su combiner : la liberté et la solidarité. Ni les libéraux (qui au nom de la liberté individuelle ont détruit la solidarité), ni les socialistes (qui au nom de la solidarité ont écrasé la liberté) n'ont réussi à faire mieux que les Basques. Jaungoikoa eta Lege Zaharra est non seulement d'actualité. C'est même une impérieuse nécessité pour le monde d'aujourd'hui.

Extrait d'une conférence donnée au batzoki de Donibane par Jean Marc Quijano , secrétaire régional de L'Ipar Buru Batzar.

LEMA
LA VRAIE FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la publication : Beñat OTEIZA
b.oteiza@eaj-pnb.eu

Imprimerie Arizmendi - Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
Design graphique / mise en page : Izar Design

N° CPPAP 0613 P 11238

Sabino Arana Goiri : « Euzkotarren aberria Euzkadi da »
« La patrie des Basques est Euzkadi »

Histoire du Parti Nationaliste Basque

Voici un entretien avec Jean Claude Larronde, jeltzale et auteur d'une thèse de droit sur Sabino Arana Goiri, dans les années 70. Son double éclairage de juriste et d'historien est toujours précieux pour connaître avec précision l'évolution historique de notre mouvement politique.

Quelle est l'origine du nationalisme basque ?

Il nait à la fin du XIX^{ème} siècle dans un contexte de conflit entre le Pays Basque et l'Espagne. La première guerre carliste s'achève en 1839 et la seconde, en 1876. Les Fueros ou « autonomies provinciales » sont supprimées pour sanctionner les Basques qui-en majorité-s'étaient battus aux côtés de Don Carlos. Un grand sentiment de frustration se développe, en particulier en Biscaye et à Bilbao qui est alors en plein développement.
L'essor industriel provoque l'arrivée massive d'immigrants des autres provinces de la Péninsule. Tous ces changements font craindre la perte des signes d'identité fondamentaux du peuple basque : langue, modes de vie, culture.


© Fondation Sabino Arana - Sabino Arana Fundazioa
Sabino Arana Goiri

Le nationalisme basque est donc une réaction à une mort culturelle programmée ?

À partir de ce sentiment de frustration, de crainte de perte des caractéristiques basques, Sabino Arana Goiri développe une doctrine nationaliste qui va au-delà des revendications carlistes ou de celles des libéraux fueristes. Les carlistes refusaient la légitimité du pouvoir en place et se battaient pour l'arrivée d'un autre prétendant au trône d'Espagne. Les libéraux fueristes souhaitaient avant tout le rétablissement des Fueros.
Inspiré par son frère Luis, Sabino défend l'idée que les Basques constituent une nation moderne avec des caractéristiques nationales objectives : langue, traditions, coutumes etc. Sabino Arana Goiri est natif d'Abando, qui est annexé par Bilbao. Il est issu d'un milieu urbain. Ses parents sont des armateurs carlistes réfugiés un temps en Pays Basque nord.

Quel est le parcours politique du « maestro » ?

Il construit sa doctrine politique, à partir de 1882, en partant de la tradition carliste. Il entame son combat politique avec son frère Luis. Ils se complètent. Sabino est davantage un intellectuel et un idéologue ; Luis est davantage un organisateur.
1893 marque un tournant. Les fondements de sa doctrine politique sont déjà en place. Il présente sa pensée politique lors d'une réunion organisée dans la ferme Larrazabal à Begoña, près de Bilbao. Ses amis de la société Euskalerría sont invités à écouter et à réagir à ses propos. Ce groupe est important. Il réunit des personnes venues d'horizons différents, toutes attachées à leur terre et à leur Biscaye en particulier ; leur leader Ramón de la Sota est un homme d'affaires influent dans le monde économique.

Comment son discours est-il accueilli ?

Le scepticisme l'emporte dans un premier temps. L'idée d'une nation basque est extrêmement novatrice à cette époque ; créer une nouvelle entité politique distincte de l'Espagne suscite beaucoup de réticences.
Mais les esprits cheminent lorsque les faiblesses de l'appareil d'État espagnol apparaissent au grand jour. En 1898, l'Espagne perd les Philippines et Cuba. Dans les esprits, c'est la fin de « l'empire espagnol ». L'Espagne devient une nation de second rang, alors que les régions périphériques comme la Catalogne ou le Pays Basque connaissent un essor économique important.
Ramón de la Sota et d'autres personnes voient en Sabino Arana Goiri le leader politique qu'ils cherchaient, celui qui défendra leur dignité et leurs intérêts. Dès le départ, le nationalisme basque se développe dans un milieu urbain, dans la capitale économique du Pays Basque d'hier et d'aujourd'hui.

S'agit-il d'un nationalisme de rejet comme le prétendent ses détracteurs ?

C'est la période elle-même qui est très dure avec une peur légitime à l'origine de ce nationalisme.
À la fin du XIX^{ème} siècle, le nationalisme basque s'affirme sur des bases très dures, à la mesure du danger ressenti. Certains discours peuvent choquer. « Le maketo » pour qualifier l'Espagnol a une connotation péjorative indéniable. Mais dès le départ, Sabino Arana Goiri développe une mentalité de rassemblement. Son évolution à l'égard de la Catalogne est particulièrement significative. Au départ, il s'agit pour lui d'une région latine quelconque, face à la nation basque dont les caractères objectifs distinctifs lui paraissaient plus affirmés. Il évoluera intellectuellement sur cette question, en mettant en avant la légitimité du sentiment subjectif de la nation. Puisque de nombreux Catalans se considèrent Catalans, respectons leur choix. Sabino Arana Goiri n'est pas en quête d'une pureté intellectuelle, mais il évolue, en fonction des cadres de pensée existants et à partir d'une conviction inébranlable : « Euzkotarren aberria Euzkadi da ». (“ La patrie des Basques est Euzkadi ”)

Quels sont selon lui, les caractères de la nation basque ?

La pensée nationale allemande inspire indéniablement Sabino Arana Goiri, celle des caractères objectifs ethniques issus de l'héritage. Une personne est allemande, parce qu'elle reçoit en héritage une langue, une culture, un mode de vie… Selon lui, le Pays Basque, c'est une « race » (on dirait aujourd'hui « un peuple »), une langue, un mode de vie, un droit coutumier fondamental : Lege Zaharra.
La nation basque est constituée d'êtres humains, imprégnés de valeurs fortes (Jaungoikoa), inscrits dans une histoire (Lege Zaharra), à pérenniser au XX^{ème} siècle à partir du concept moderne de la nation. Les Jeltzale, les membres du Parti Nationaliste Basque sont les partisans de JEL (Jaungoikoa eta Lagi zarra, en biscayen ou Lege Zaharra, en navarro- labourdin).



J. A. Aguirre, au centre

Sabino Arana Goiri est souvent qualifié de « raciste » ?

Qualifier Sabino Arana Goiri de « raciste » est très exagéré. C'est ignorer le contexte qui motive son exaltation du particularisme basque. A une époque où les thèses raciales étaient communes, Sabino Arana donnait davantage un sens « anthropologique » à ce terme, celui de « ensemble de familles basques » (La Patria, 10 mai 1903). Il avait établi une règle stricte en ce sens. Pour être jeltzale, il fallait démontrer une ascendance basque, des parents et des grands parents avec un nom basque.

Cette règle d'affiliation à EAJ-PNV a été abandonnée dès 1906. Finalement, Sabino Arana Goiri a réalisé une synthèse entre le carlisme, le liberal-fuerisme ou même des références au courant intégriste. (Il s'agissait d'un mouvement politique qui justifiait une forme religieuse de gouvernement). Mais déjà, Sabino Arana Goiri se différencie des intégristes : pour lui, il faut distinguer le religieux du politique, même s'il était profondément catholique. Il avait établi une règle selon laquelle les prêtres n'étaient pas admis au sein de la société « Euskeldun Batzokija » en 1894.

Comment ce nationalisme basque se développe-t-il ?

La direction régionale biscayenne, le Bizkai Buru Batzar d'EAJ-PNV est constituée en 1895. La doctrine nationaliste se développe rapidement chez les carlistes et les libéraux-fueristes. Sabino Arana Goiri est élu député provincial dès 1898. L'année suivante, le Centro Vasco réunit dès sa création plus de 1000 affiliés. Une nouvelle génération plus dynamique porte ce nouveau courant de pensée. Dès 1909, le nouveau maire de Bilbao est un jeltzale.

La ria de Gernika est la première zone d'expansion du nationalisme basque. Il se diffuse rapidement en Biscaye, en Gipuzkoa, puis (plus faiblement) en Araba et en Navarre.
Les premiers succès électoraux d'envergure ont lieu dans les années 1910. En 1917, EAJ-PNV emporte la Deputación de Bizkaia.

En 1911, le syndicat ouvrier ELA-SOV, Eusko Langileen Alkartasuna – Solidaridad de Obreros Vascos est une émanation interne d'EAJ-PNV. Durant la première guerre mondiale, EAJ-PNV profite de la puissance de travail du gipuzkoan Engracio de Aranzadi (Kizkitza). Ce dernier s'affronte à Luis Arana Goiri. En 1915, Luis Arana Goiri est mis sur la touche. Une première scission a lieu en 1921. La Comunión Nacionalista est composée du secteur le plus préoccupé par les questions économiques, le plus ouvert et le plus pro-anglais. Le PNV de Luis Arana Goiri demeure avant tout ancré dans l'orthodoxie sabinienne et réunit des éléments plus jeunes et plus actifs.
Avec l'arrivée en 1923 de la dictature de Primo de Rivera, toute expression de nationalisme basque est réprimée.

Le carlisme

Mouvement favorable à la succession de Don Carlos au trône d'Espagne, selon la tradition salique. Une guerre de succession a lieu en Espagne, tout au long du XIX^{ème} siècle. Le roi Ferdinand VII souhaite que sa fille aînée Isabelle, prenne sa succession. Ils étaient acquis aux idées libérales et centralistes issues, en particulier de de la Révolution française.
Les Basques des 4 provinces se battent aux côtés de Don Carlos, essentiellement pour la défense de leurs Fueros ou Fors qu'Isabelle souhaitait supprimer. C'est du moins l'interprétation d'auteurs comme le Souletin, Agusti Xaho.

Ce nationalisme basque influence-t-il le Pays Basque nord ?

Sabino Arana Goiri fut le fondateur d'Eskualzaleen Biltzarra, en 1901. Elle réunit toujours les défenseurs de la culture basque. Même si très jeune, Sabino Arana Goiri a vécu en Pays Basque nord, il n'a pas mené d'activités politiques ici. Il est directement l'héritier de la tradition carliste biscayenne. Il n'a pas non plus été influencé par des auteurs locaux comme Agustin Chaho, souvent cité comme un précurseur du nationalisme basque. Il ne le connaissait pas. En tout cas, on ne retrouve aucun texte qui fasse référence au républicain souletin. Il partageait avec lui l'idée que pour les Basques, la première guerre carliste dans les années 1830 était avant tout une guerre en faveur de la défense de leurs Fueros et non une guerre menée pour hisser un prétendant sur le trône d'Espagne.

Que pensez-vous de la théorie du « péndulo patriótico »?

Je ne suis pas d'accord avec cette théorie. Chaque militant jeltzale est traversé par ces deux tendances, suivant le contexte ou suivant la période, un penchant plus indépendantiste, un autre plus autonomiste. C'est une division artificielle.

Les Fors ou Fueros

Un ensemble de pouvoirs provinciaux que nous nommerions « autonomie » aujourd'hui, dont disposaient toutes les provinces basques, côté nord et sud. Elles ont été éradiquées au nord, lors de la Révolution française et supprimées temporairement au Sud, au XIX^{ème} siècle, suite à la défaite carliste


© Fondation Sabino Arana - Sabino Arana Fundazioa

Jose Antonio Agirre (au centre), Jesus Maria Leizaola (à droite), Javier de Landaburu (à gauche), des leaders de la génération des années 30

En quoi consiste le renouveau d'EAJ-PNV dans les années 30 ?

En 1931, c'est le retour de la République, un système politique qui met fin à la dictature antérieure. En 1931, une majorité de gauche se dégage pour constituer cette République, alors qu'en Pays Basque, une majorité de droite et du PNV est élue. Une nouvelle génération arrive et réunifie les deux courants pour reconstituer EAJ-PNV, fin 1930. La doctrine sociale se renforce et un nouveau statut d'autonomie est élaboré en collaboration avec Eusko Ikaskuntza. Ce statut d'autonomie d'Estella est frontalement combattu par la majorité républicaine qui le juge anticonstitutionnel. (Ce statut prévoyait un concordat direct entre le Vatican et le Pays Basque autonome).Dès 1932, un statut d'autonomie catalan est approuvé aux Cortes.
En Navarre, en 1932, suite à des manœuvres de la droite espagnole et des caciques en place, des délégués de communes navarraises contredisent leur mandat et votent contre le statut d'autonomie, alors qu'ils avaient reçu le mandat impératif de voter oui à ce statut. Suite à ces manœuvres de couloir, la Navarre se retire du statut d'autonomie de Lizarra-Estella. En 1933, ce statut est adopté dans les 3 autres provinces.
Fin 1933, la droite espagnole arrive au pouvoir à Madrid et gèle cette initiative. Elle tente même de retirer l'Araba du statut d'autonomie. Au début de 1936, le Frente Popular, une coalition de partis de gauche emporte les élections et le statut d'autonomie est adopté en pleine guerre civile, en octobre 1936.

Les années 30 sont associées à une période d'essor culturel et social. Pourquoi ?

Au lendemain de la dictature, une véritable effervescence culturelle gagne le Pays Basque sud. À cette époque, EAJ-PNV devient véritablement un parti-communauté avec le développement de nombreuses organisations : mouvement de jeunes, féministe, syndicat, groupes culturels, journaux…
Un nouveau parti se crée à la marge d'EAJ-PNV, fin 1930. Il s'agit d'ANV, Acción Nacionalista Vasca, qui se considère laïc. Ce mouvement restera très faible.

Quelle est la position d'EAJ-PNV à l'heure du soulèvement franquiste ?

Dès le 19 Juillet 1936, au lendemain du coup d'État, l'Euzkadi Buru Batzar ou EBB, la direction nationale d'EAJ-PNV se prononce en faveur du gouvernement légal républicain. Les premiers mois sont difficiles. Le statut d'autonomie n'est pas encore adopté. Il l'est en octobre 1936, alors que l'Araba et la majeure partie du Gipuzkoa sont déjà contrôlés par les franquistes.


© Fondation Sabino Arana - Sabino Arana Fundazioa

Manuel De Irujo, un jeltzale ministre de la Justice de la République anti-franquiste

Un gouvernement d'union nationale est constitué pour défendre la Biscaye et mettre en place une politique novatrice. La présidence et 4 ministères reviennent à EAJ-PNV. Jose Antonio Agirre, le président ou Lehendakari est également en charge de la Défense.

Eliodoro de la Torre devient ministre des Finances ; Telesforo Monzon prend l'Intérieur et Jesus Maria Leizaola, la Justice et la Culture. Tous des postes clés en cette période trouble. (Dans le même temps, Manuel de Irujo, le Jeltzale devient ministre du gouvernement républicain, à Madrid). Trois ministres du PSOE, un d'ANV, un communiste et deux républicains complètent cette équipe dirigeante basque.

Le gouvernement Aguirre prend des mesures en faveur de l'euskara, de l'Éducation ou de l'Université, entre autres. Dès le début du conflit, le Général Mola, un des leaders de la sédition franquiste, avait fait basculer la Navarre dans le camp franquiste.

En Biscaye, la résistance basque s'avère beaucoup plus acharnée que prévue. Malgré une supériorité matérielle et en effectifs écrasante, les franquistes depuis le 31 mars 1937, premier jour de leur offensive, ne progressent que de 16 kms en 25 jours. Le syndrome carliste ressurgit. (Au XIX^{ème} s. par deux fois, les carlistes n'avaient pu conquérir Bilbao). Dans le but principal de saper le moral des gudari, les combattants basques, Franco secondé par l'aviation nazie ordonne les bombardements de Durango et de Gernika, les "capitales historiques" de la Biscaye. Dans l'Histoire, il s'agit des premiers bombardements à l'encontre de populations civiles.

Que devient EAJ-PNV sous la clandestinité ?

L'Euzkadi Buru Batzar, la direction nationale se réfugie en région parisienne. Les gudari volontaires intègrent la résistance contre les nazis. Le Gouvernement basque se réfugie à New York, puis à Paris, au lendemain de la guerre. La situation internationale est défavorable à EAJ-PNV. Les Américains, alliés naturels soutiennent le régime franquiste contre les communistes. Un PNV de l'intérieur, en Pays basque est dirigé par Juan de Ajuriaguerra. Il mène des opérations de propagande, organise des grèves. Le PNV situé à l'extérieur du Pays Basque mène un travail diplomatique intense, en mobilisant la diaspora d'Amérique du sud et des États-Unis, en défendant les intérêts du Pays Basque. Des services secrets basques tentent de défendre au mieux la cause basque.


© Fondation Sabino Arana - Sabino Arana Fundazioa

La ferme de Larrazabal

La fin du franquisme permet à EAJ-PNV de retrouver un statut légal, de participer aux premières élections libres et de négocier un nouveau statut de Gernika. La nuit franquiste s'achève. Un nouveau PNV émerge, mené par une génération apparue dans la clandestinité.

Le Zazpiak Bat

Les 7 territoires historiques ou provinces = une nation, un Pays Basque. Cette devise est récente. Elle date du XIX^{ème} siècle, à l'heure du renouveau culturel. Porté par des intellectuels comme Arturo Campion, le Zazpiak-bat s'inscrit et symbolise une prise de conscience de l'unité culturelle basque qui transcende les territoires historiques traditionnels, jusque-là prédominants, comme cadre culturel et politique de référence. Au XIX^{ème} siècle et dans les siècles précédents, on est Biscayen, Gipuzkoan ou Souletin plutôt que Basque. EAJ-PNB transforme cette devise en une notion politique. Le Zazpiak-bat devient aussi une notion politique : la nation basque de type fédéral constituée des 7 territoires historiques.

Y a-t-il une évolution doctrinale, un virage social ?

Il est certain que dans les années de la Seconde République espagnole (1931-36), il y a une évolution politique et sociale du PNV ; à partir des élections législatives de 1933, le PNV se sépare de la droite et adopte une position centriste, se présentant face à la coalition des droites et face à la coalition des gauches ; parallèlement, l'accent est mis sur la « justice sociale » et les pages sur la question sociale se font plus fréquentes dans le journal Euzkadi. Lorsqu'éclate la guerre civile, le PNV présente les caractéristiques d'un parti démocrate-chrétien « avant la lettre » (la grande époque de ces partis se situera après la seconde guerre mondiale).

Comment se développe le mouvement euskalherriste en Pays Basque nord ?

Le mouvement euskalherriste - que j'ai étudié dans un livre il y a une vingtaine d'années - est un petit mouvement politique qui se développe (faiblement) dans les années 1932-1937 en Iparralde. L'âme et le moteur de ce mouvement est l'abbé Lafitte, professeur au Petit Séminaire d'Ustaritz. Il réunit autour de lui des disciples qui ont été ses élèves (dont le plus connu est Eugène Goyheneche) et quelques rares personnes d'âge mûr comme le docteur Jean de Jauréguiberry et sa sœur Madeleine. L'idéologie de ce mouvement est « personnaliste », dans la lignée des écrits d'Emmanuel Mounier, c'est-à-dire qu'elle se veut au service de la personne humaine, placée au centre de tout. Les difficultés financières et la dispersion des militants feront que ce mouvement cesse d'exister en 1937.



Hommage à Jose Antonio Aguirre. De gauche à droite : Juan Maria Atutxa, ancien Ministre de l'Intérieur et Président du Parlement Basque ; le Lehendakari ilarretxe ; Joseba Agirre, le fils de J. A. Agirre ; Imanol Landa, maire de Getxo et successeur d'Agirre et Aintzane, la fille de J. A. Agirre ; Jose Luis Bilbao, Député Général de Biscaye et Iñigo Urkullu, Président National de L'Euzkadi Buru Batzar (EBB).

Quel est le lien entre EAJ-PNV en Pays Basque sud et le mouvement euskalherriste en Pays Basque nord ?

L'idéologie de ces deux mouvements est très proche ; l'abbé Lafitte a reconnu bien plus tard que c'est ce qui se passait en Pays Basque sud qui l'a incité à faire quelque chose en Pays Basque nord, en adaptant l'idéologie aux spécificités de ce territoire ; il était pleinement conscient qu'il devait être excessivement prudent pour ne pas heurter l'idéologie d'ancien- combattant et le nationalisme français qui imprégnaient les mentalités. De ce fait, sa marge de manœuvre était très étroite. Le jeune Eugène Goyheneche ne s'embarrassait pas de ses considérations : il écrivait dans la presse du Parti et intervenait dans les meetings politiques du PNV.

Nous allons aborder l'époque actuelle…

Je voudrais faire une observation préliminaire : j'ai toujours beaucoup de scrupules comme historien à aborder l'époque récente, c'est-à-dire l'époque que j'ai vécu comme spectateur ou comme acteur (plus ou moins) engagé. Je sais bien qu'il existe des historiens du « temps présent » mais en ce qui me concerne, j'ai rarement écrit sur la période postérieure à la seconde moitié des années 1960, époque où je suis devenu abertzale. Mon témoignage devient forcément plus subjectif. Je me devais de le signaler.

Quelles sont les grandes décisions prises lors du Congrès d'Iruñea ? Y a-t-il des évolutions majeures ?

Le Congrès d'EAJ-PNV des 24-27 mars 1977 à Pampelune fut très émouvant car il fut le point de rencontre de la génération de la guerre (Juan Ajuriaguerra, Manuel Irujo, Pedro Basaldua, Julio Jauregui, Jesus Solaun…) et de militants 30 ou 40 ans plus jeunes (Xabier Arzalluz, Carlos Garaikoetxea, Juan José Pujana, Iñaki Anasagasti…) Juan Ajuriaguerra, qui avait présidé la précédente Assemblée Nationale en décembre 1935 présida la session d'ouverture et fut chargé du rapport sur le travail du Parti durant les 42 années précédentes ! Xabier Arzalluz fut chargé du rapport politique. Au cours de l'Assemblée, Iruñea fut désignée comme capitale historique d'Euskadi ; le Parti devenait aconfessionnel (même s'il maintenait la devise « JEL ») et Carlos Garaikoetxea, de Pampelune, devenait président de l'Euzkadi Buru Batzar.

ETA semblait avoir le vent en poupe, dans les années 1970. Pourtant, EAJ-PNV a rapidement obtenu de très bons résultats électoraux. Pourquoi ?

Les premières élections démocratiques dans l'État espagnol furent les élections législatives du 15 juin 1977. Les élections précédentes avaient eu lieu 41 ans auparavant ! Ce sont ces élections qui, au sortir de la dictature, allaient fixer le rapport de forces entre les différentes formations politiques. On n'avait évidemment avant ce jour des élections, aucune indication valable sur ce nouveau rapport de forces. C'était l'inconnu absolu !
Certes, la vie politique tournait en grande partie autour des problèmes que posait la gauche abertzale (attentats, enlèvements, amnistie…) mais cette gauche était profondément divisée depuis 1974 entre ETA militaire (les milis) et Eta politico-militaire (les poli-milis). En gros, on peut dire que les milis décidèrent de s'abstenir de participer à ces élections car ils estimaient que l'amnistie était insuffisante tandis que les poli-milis décidaient de participer avec leur parti Euskadiko Ezkerra (EE).



Gernika, suite au bonabardement commandé par Franco

En fait, l'abstention ne fut pas significative et le PNV obtint un grand succès, s'affirmant comme la première force politique en Biscaye (33,6% des exprimés ; 4 députés dont le vétéran Juan Ajuriaguerra) et en Gipuzkoa (30,6% ; 3 députés dont Xabier Arzalluz). Il recueillait 17,2% en Araba (1 député). En Navarre, en coalition avec deux petits partis nationalistes, il eut 6,9%). Les résultats de EE étaient tous en deçà de la barre des 10% (9,4% en

Gipuzkoa, 9,3% en Navarre, 6,3% en Biscaye et à peine 2,1% en Araba).
On était enfin fixé ! Certes, la présence des milis aurait pu modifier quelque peu la carte électorale mais certainement pas de façon très significative. Le principal enseignement était que le PNV retrouvait à quelque chose près ses résultats de 1936 ! Sans doute plusieurs raisons à cela. Mais la principale n'était-elle pas que le corps électoral reconnaissait le rôle éminent joué par le PNV dans la résistance à la dictature franquiste (rôle incarné par son leader Juan Ajuriaguerra) en même temps qu'il faisait confiance à ses capacités de gestion dans la situation nouvelle ?

Pourquoi avoir choisi l'abstention à la nouvelle Constitution, contrairement à CiU ?

C'est à peine 10 jours après ces élections, que se mit en place au Congrès des députés de Madrid, une Commission Constitutionnelle formée par des députés. Un avant-projet de Constitution fut publié au début de 1978, auquel le PNV présenta pas moins de 101 amendements. Bien vite, des divergences importantes apparurent entre l'UCD (droite et centre espagnols, parti du chef du gouvernement, Adolfo Suarez) et le PNV. La principale de ses divergences, celle qui rendit impossible un accord entre l'UCD et le PNV fut la non reconnaissance pleine et entières des droits historiques des territoires basques.
Le texte de la Constitution fut rejeté par les députés et sénateurs du PNV. Pour l'adoption de la Constitution par référendum, le PNV penchait pour l'abstention qui fut adoptée à l'unanimité par l'Assemblée Nationale du Parti, réunie à Pampelune le 29 octobre 1978.
Le 6 décembre 1978, l'abstention fut massive dans les 4 territoires historiques basques puisque le nombre de votants atteignit à peine 49,5% des inscrits (à peine 43,4% en Gipuzkoa et 43,9% en Biscaye). Les « oui » l'emportaient cependant largement (76,2% des exprimés contre 23,8% de « non »).

Cette abstention du PNV lui fut longtemps reprochée par les forces politiques espagnoles. Mais le PNV ne pouvait en aucun cas - sans se renier - sacrifier de lui-même les droits historiques des territoires basques.

Quel est le rôle d'EAJ-PNV dans la négociation du statut de Gernika ? Quels sont les principaux acquis de ce statut ? Ses insuffisances pour un mouvement abertzale comme EAJ-PNV ?

Le statut discuté au cours de l'année 1978 fut ratifié le 29 décembre de cette même année par les parlementaires basques réunis à Gernika.
Les débats de la Commission Mixte-représentation du Congrès des Députés d'une part, représentation de l'assemblée des parlementaires basques d'autre part- commencèrent aux Cortes de Madrid le 2 juillet 1979 ; l'accord intervint exactement 15 jours plus tard, le 17 juillet.

Les représentants du PNV sont 6 sur les 13 parlementaires basques ; de plus, Xabier Arzalluz est l'un des représentants de la structure étatique ; c'est dire si leur rôle fut essentiel au sein de la Commission Mixte.



Madeleine de Jaureguiberry, à la tête du groupe « féministe », du mouvement Euskalherriste

Le référendum pour ratification populaire eut lieu en Euskadi le 25 octobre 1979. La date faisait référence à la date de la loi du 25 octobre 1839 (140 ans auparavant !) qui avait aboli les Fueros basques ; elle se voulait une réparation symbolique par rapport à cette date. HB fit campagne pour l'abstention et Alianza Popular (prédécesseur du PP) pour le « non ». La participation fut de 59,8%, une participation faible pour l'époque (ce dont se réjouit HB) ; par rapport aux exprimés, les « oui » l'emportaient de façon écrasante (94,7% contre 5,3% pour les « non »).

EAJ-PNB et la construction européenne

Dès les années 30, EAJ-PNB rallie l'idée européenne. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la délégation d'EAJ-PNB conduite par Jose Antonio Agirre intègre l'Internationale Démocrate Chrétienne et contribue, par son activité diplomatique, à la construction européenne. Exemple : la délégation allemande de la CDU adhère à cette Internationale, à l'occasion d'une réunion organisée, au siège du Gouvernement basque, à Paris. EAJ-PNB est aujourd'hui membre du PDE, Parti Démocrate Européen, avec notamment le Modem. Le PDE est associé aux Libéraux européens et constituent l'intergroupe ALDE, 3eme force politique, au Parlement européen.

La notion de Libéralisme politique au sens anglo-saxon : un pouvoir politique qui privilégie le contrat, l'accord entre acteurs sociaux, économiques et politiques à l'autorité de la loi où l'imposition politique prévaut sur la concertation sociale.

Les acquis de ce statut étaient nombreux ; il n'est pas possible de les étudier en détail ici ; qu'il suffise de dire que l'euskera était langue co-officielle, que les compétences exclusives d'Euskadi étaient importantes et soigneusement énumérées, qu'un Parlement basque était créé en même temps qu'un gouvernement avec son Lehendakari et qu'une administration de la Justice ; le statut définissait aussi les compétences des organes des Territoires Historiques ; ici, il convient d'insister sur la compétence des Territoires Historiques pour lever l'impôt, disposition essentielle ; le Pays Basque reverserait à l'État espagnol pour les missions de ce dernier un « cupo » ou contribution (actuellement, 6,24% de ses recettes).
Ce statut était pour le PNV globalement satisfaisant même si évidemment pour l'héritier du Zazpiak Bat de Sabino, il pouvait regretter amèrement la non-inclusion dans celui-ci de la Navarre (mais la porte était ouverte à ce territoire par l'article 2) et d'Iparralde.

Comment expliquer la scission d'EAJ-PNV avec la création d'Eusko Alkartasuna (EA) en 1986 ? Quelles sont les différences affichées et les différences réelles ?

Pour moi qui ai suivi de près cette crise, avec le recul, je crois qu'on peut dire aujourd'hui que ce fut tout à la fois un épisode douloureux, un grave traumatisme, un choc émotionnel et affectif important et en définitive un énorme gâchis.
Il ne saurait être question ici de rechercher de quelconques responsabilités à cette scission ; c'est tout à fait hors de propos. Sans doute des maladresses et des erreurs furent faites de part et d'autre.
Mais il est certain pour moi qu'à la base, il y un affrontement entre deux personnalités brillantes pour lesquels j'ai un égal respect : Carlos Garaikoetxea (Lehendakari) et Xabier Arzalluz (leader du PNV). Ces deux personnalités n'arrivèrent pas à s'entendre et se déchirèrent violemment.

À l'époque, beaucoup disaient que si le vieux leader Juan Ajuriaguerra avait vécu, cette scission n'aurait jamais eu lieu ; mais évidemment, on ne peut réécrire l'Histoire avec des « si ». Toutes les nuances (on ne peut parler de divergences) entre ces deux partis paraissent justifier a posteriori cette scission mais ne peuvent pas l'expliquer. Certes le PNV est plutôt démocrate-chrétien et EA se déclare social-démocrate, certes le PNV est attaché aux pouvoirs des Territoires Historiques et EA est partisan d'un Etat basque centralisé, certes le PNV s'arc –boute sur la Biscaye, son bastion traditionnel et EA insiste sur les autres Territoires (y compris la Navarre et Iparralde) mais ce sont là des positions qui dans une période normale auraient pu parfaitement coexister au sein du même parti.

Luis Arana Goiri, le frère de Sabino Arana Goiri



Les résultats des élections pour le Parlement basque du 30 novembre sont en Euskadi de 23,6% pour le PNV et de 15, 75% pour EA (ce parti a 11,7% en Biscaye, 23,2% en Gipuzkoa et 14,6% en Araba).Sur un total de 100, le rapport est de 60 pour le PNV et de 40 pour EA. Ce qui montre qu'il s'agissait de quelque chose d'important.
Dans les années 1990, le PNV allait progressivement rattraper le terrain perdu ; sur un total de 100, le rapport passe pour lui à 71,4% en 1990, à 74,3% en 1994 et à 76,3% en 1998. Dans les années 2000, il est patent qu'EA est devenu un petit parti qui ne pèse plus dans le jeu politique de façon significative.
Aujourd'hui, c'est l'existence même de ce parti qui est en question ; en effet, EA risque de se fondre dans la gauche abertzale ; quant à sa scission Hamaikabat, elle devrait pouvoir être intégrée avec générosité dans le PNV (comme en son temps en France, le PSU - Parti Socialiste Unifié de Michel Rocard – avait été intégré sans problème dans le PS). Mais ce n'est là que d'une opinion toute personnelle.
Si les effets de la scission s'estompent, il n'en reste pas moins qu'actuellement encore le traumatisme vécu est dans beaucoup de mémoires ; c'est ce qui explique qu'au sein du PNV, l'unité du parti soit si souvent invoquée. Les débats ont beau être parfois âpres, les opinions ont beau parfois être tranchées, personne ne semble vouloir prendre le risque de revivre la période traumatisante de la scission, il y a 25 ans. Le leitmotiv unique - et c'est heureux - est l'unité.

Jean Claude Larronde

EAJ-PNB en Pays Basque nord

Pratiquement dès sa naissance, EAJ-PNV ou PNB a pesé sur la vie politique et culturelle du Pays Basque nord. Durant sa jeunesse, Sabino Arana Goiri a été scolarisé, à Bayonne, au collège St Louis de Gonzague. Ses parents étaient des réfugiés de la dernière guerre carliste.

Son combat et sa pensée politique sont avant tout centrés en Biscaye. Durant sa période de réflexion intellectuelle, il fut l'auteur par exemple du livre « Bizkaia por su independencia ». Mais il noua des relations avec des responsables du Pays Basque nord, notamment avec Pierre Broussain, le maire d'Hasparren de son époque.

Les responsables d'EAJ-PNB, en tant que responsables du Parti ou d'institutions publiques sont à l'origine de plusieurs initiatives culturelles qui prennent racine et se développent en Pays Basque nord.

Sabino Arana Goiri et son frère conçoivent l'ikurriña, le drapeau basque, initialement prévu pour la Biscaye. Sabino lance Euskalzaleen Biltzarra qui sera un des terreaux de la renaissance culturelle basque des années 50-60, en Pays Basque nord. D'autres initiatives majeures des deputaciones forales sont aujourd'hui devenues des institutions incontournables : *Euskaltzaindia*, l'Académie Basque, *Eusko Ikaskuntza* – Centre des Études Basques…



De gauche à droite : Carlos Garaikoetxea, premier président du Gouvernement basque, Eugène Goyhenetche et Michel Labèguerie, maire de Kanbo, Conseiller Général et Parlementaire.

Dans les années 30, en Pays Basque nord, le mouvement Euskalherriste est profondément marqué et isnpiré par le renouveau politique et culturel, impulsé par la génération « Agirre », en Pays Basque sud.
Dans les années 60, une nouvelle vague de responsables centristes euskalzale s'imposent sur la scène politique locale, parmi lesquels, le Kanboar Michel Labéguerie, l'Amikuztar Jean Errecart ou le Baigorriar Jean Etxeverri Ainchart. Ils affichent leur proximité de vue avec le mouvement Enbata. Michel Labéguerie participe même au lancement d'Enbata, lors de l'Aberri Eguna, de 1963. Ils s'écartent de la gauche abertzale, suite au terrorisme d'ETA et à ses rejetons turbulents d'Iparralde, dont Iparretarrak (les ETArra du nord)
Aujourd'hui, EAJ-PNB avec ses Alderdikide et Alderdizale souhaitent réunir cette famille politique, en Pays Basque nord.

Un état d'esprit enraciné

Lier la question religieuse à un mouvement politique peut surprendre, en particulier, en France. Mais elle est indissociable de l'essence même d'EAJ-PNB, Euzko Alderdi Jeltzalea – Parti Nationaliste Basque. Ses militants sont habituellement nommés les jeltzale ou jelkide, ceux qui adhèrent à l'esprit du JEL, Jaungoikoa eta Lege Zaharra ou en français, Dieu et la Loi coutumière.

Quelle est la place du fait religieux dans la société basque ? Historiquement, elle a revendiqué par exemple un fort esprit d'autonomie notamment vis-à-vis du Vatican. Le Pays Basque est également le terreau du mouvement jésuite. Un des fondateurs du jansénisme était bayonnais. Y a t-il dans ce domaine aussi " une particularité basque " ?

La place de l'Eglise catholique au Pays Basque nord a été brillamment analysée par l'Itsasuar Xabier Itçaina dans son livre "Les Virtuoses de l'identité. Religion et politique en Pays Basque" (2007). Sans remonter au rôle du clergé dans la préservation de l'euskara ou dans le développement de la littérature basque, il est certain qu'une partie de l'Eglise, son clergé rural notamment, a pris une part non négligeable dans le mouvement carliste d'abord, puis dans le premier nationalisme, celui de Sabino Arana Goiri. Le Pays Basque a d'ailleurs donné au monde parmi les plus grandes figures du christianisme : le gipuzkoan Ignace de Loyola et le navarrais François Xavier en fondant la Compagnie de Jésus, le bayonnais Duvergier de Hauranne en jetant les bases du jansénisme, mais aussi le padre Vitoria, père du droit international classique, ou bien encore, plus près de nous, le cardinal Lavigerie, bayonnais lui aussi et évêque d'Alger, ou bien sûr le cardinal Etchegaray, sans doute le plus célèbre des Ezpeletar.

Le Pays Basque, dans son ensemble, a été christianisé relativement tard, malgré la présence romaine dans les zones de plaine. Mais cette christianisation a été durable, non sans soubresauts comme le prouvent les ravages de l'Inquisition de part et d'autre de la Bidassoa aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècle.



Ignace de Loyola, co-fondateur de la Compagnie de Jésus, l'Ordre jésuite

Il ne fait donc aucun doute que l'identité basque comporte aujourd'hui encore une part de racines catholiques, mélange subtil de jansénisme et d'esprit missionnaire, même si la religion du Christ a su aussi se frayer un chemin dans le vieux fonds paien de ce pays. C'est donc logiquement que la culture politique locale est imprégnée de tradition chrétienne, qu'elle soit assumée ou non. Car comme le dit très justement Xabier Itçaina, " le réservoir du sens catholique n'a pas disparu de la scène politique ".

Depuis la fin du franquisme et la légalisation d'EAJ-PNB, le Congrès d'Iruña a défini EAJ-PNB comme un parti aconfessionnel. Que recouvre cette notion par rapport notamment à la laïcité ?

C'est une question qui ne fait certes plus l'actualité, mais la relation entre le Parti nationaliste basque et la foi catholique, pour ne pas dire l'Église catholique, continue de marquer les mentalités et – souvent encore – la pratique politique du nationalisme basque historique.

En effet, le premier nationalisme basque était ouvertement catholique. Ce n'est qu'en 1977, au congrès d'Iruñea, au sortir du franquisme, que le Parti nationaliste basque a officiellement renoncé à la foi chrétienne et a pris, en tout cas, une orientation clairement aconfessionnelle. Mais attention, il ne faut pas confondre aconfessionnel et laïc. La laïcité est une conception française de la séparation entre les églises et l'Etat, entre la sphère privée et la sphère publique. C'est un mode d'organisation de la société qui professe la neutralité absolue des pouvoirs publics en matière religieuse. Le PNB a toujours maintenu hors de ses rangs les membres du clergé, non par laïcisme mais par respect pour l'indépendance de l'Église. En 1977, le PNB a abandonné la subordination du Parti, de ses militants, de son idéologie, à la foi chrétienne et au clergé. Mais il a n'a abandonné ni ses racines catholiques, ni son humanisme chrétien.

Le PNB a finalement remis la religion et la foi à leur place, celle du champ intime, de la liberté de conscience, de pratique et de culte, en ouvrant, comme l'avait fait auparavant la démocratie-chrétienne, l'humanisme politique à toutes ses composantes philosophiques, qu'elles soient puisées dans les Evangiles ou dans l'Esprit des Lumières, c'est à dire dans la Foi ou dans la Raison.

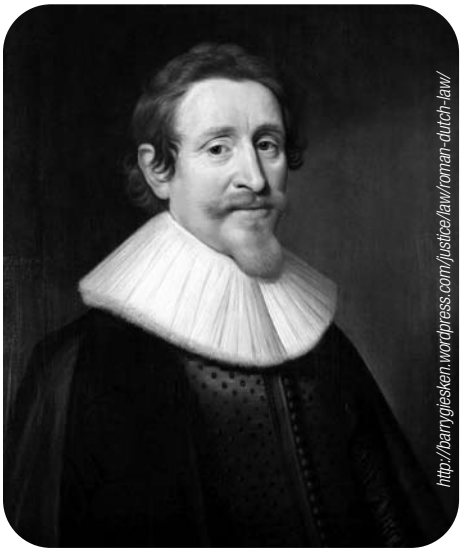
Mais en Iparralde, le Parti nationaliste basque s'inscrit avec aisance dans la laïcité, qui fait partie du pacte social républicain. Bien malin d'ailleurs celui qui pourrait dire combien d'affiliés ou de sympathisants jeltzale vont régulièrement à la messe du dimanche. De la même façon, le Parti n'hésite pas, notamment en Pays Basque sud, à laisser à chacun sa liberté de choix, y compris pour ses députés à Madrid, sur les grandes questions de société, en matière de bio-éthique ou de moeurs par exemple. Ce qui ne va pas sans quelques remous internes comme l'a montré le récent débat sur l'avortement. Mais le respect du pluralisme est à ce prix.

EAJ-PNB a mis la religion au centre de sa doctrine politique. Sa devise, le JEL, Jaungoikoa Eta Lege zaharra est évocatrice, en ce sens. Que représentait la religion pour le premier nationalisme ? Dans quelle société s'inscrivait-elle ?

Le premier nationalisme basque est nourri de christianisme, voire de catholicisme. Pour preuve, la devise du PNB, qui a d'ailleurs donné son nom, comme un signe d'identité politique, à l'ensemble du mouvement social qu'il incarne : J.E.L., cet acronyme qui sonne mystérieusement, même pour les euskaldunzahar de l'intérieur du Pays Basque nord. Nous avons maintes fois expliqué dans LEMA le sens de cette devise : "Jaungoikoa Eta Lege Zaharrak", "Dieu et les Vieilles Lois", comme l'axe structurant de l'idéologie et de la "galaxie" PNB. La même symbolique, celle de Dieu et de la foi chrétienne, mêlée intimement à la Liberté et au Peuple basque, se retrouve dans le dessin de l'Ikurriña, à travers la croix blanche de la Foi posée sur la croix verte du Peuple, comme l'éternelle soumission des hommes à la Loi divine.

On sait moins, cependant, que Sabino Arana Goiri avait pour seconde devise : "Gu Euzkadirentzat eta Euzkadi Jaungoikoarentzat", ce qui signifie "Nous pour Euzkadi et Euzkadi pour Dieu". On ne pouvait être plus clair…

Le mouvement eskual-herriste du chanoine Lafitte et d'Eugène Goyheneche, plus confidentiel en Iparralde que son grand frère "PNV" en Pays Basque péninsulaire, dans les années 30, s'inscrivait dans la même tradition chrétienne, en reprenant la devise J.E.L.



Francisco de Vitoria ou le père Vitoria

Mais nous sommes ici dans l'Histoire, plus que dans la Science politique. Car la société basque, comme les autres sociétés européennes et occidentales, a évolué. Elle s'est rationnalisée, au sens propre du terme. Elle s'est laïcisée, pour ne pas dire dé-christianisée. Les repères de la société basque d'aujourd'hui, en Pays Basque nord comme en Pays Basque sud, sont ailleurs : société de consommation, nouvelles technologies, développement durable, mais aussi dictature de l'argent, de l'image, du virtuel, de l'individualisme.

Quand est-ce que le virage de la démocratie chrétienne a-t-il été pris ? Quels ont été les apports de ce courant de pensée dans l'évolution d'EAJ-PNB ?

Le grand virage démocrate-chrétien correspond en fait au virage de la modernité. En s'inspirant du catholicisme social (lui-même issu des encycliques de Léon XIII), de la démocratie parlementaire, de l'anti-colonialisme, mais aussi du droit foral basque, une génération de jeunes dirigeants jeltzale a révolutionné le discours et la pratique politique du PNB. Cette génération porte des noms illustres, qui font l'honneur du nationalisme basque : José-Antonio Agirre, Francisco-Xabier de Landaburu, Manuel de Irujo, mais aussi, chez nous, le chanoine Lafitte et Eugène Goyheneche, déjà cités,

Les grands traits de la démocratie-chrétienne, puisée à la doctrine sociale de l'Église, mais aussi dans la pensée de Lammenais, Mounier, Sangnier et Maritain, n'ont eu aucune difficulté à se fondre dans l'idéologie sabinienne et dans la tradition basque. Mais assurément, deux caractéristiques de la démocratie-chrétienne ont marqué durablement le PNB : l'européisme et la justice sociale. Ou si l'on préfère, la projection de la nation basque dans le projet d'une Europe des peuples, et la construction d'une société basque pour tous et par tous.

Le Parti nationaliste basque, qui fait cohabiter en son sein toutes les classes sociales, toutes les confessions religieuses et toutes les philosophies humanistes, peut donc aujourd'hui revendiquer sans complexe sa filiation démocrate-chrétienne, sans rien renier de son passé confessionnel et sans rien abandonner de sa foi dans l'Homme. Un tel positionnement au sein du mouvement abertzale, et en dehors des clivages droite-gauche, est un atout pour le Pays Basque, tant en Iparralde qu'en Hegoalde.

Manu

Amaia Muñoa : “ ELA est incontournable ”

ELA (Euskal Langileen Alkartasuna), le syndicat des salariés, majoritaire, en Communauté autonome basque est très présent également, en Navarre. Il naît au sein d'EAJ-PNB en 1911, et devient indépendant, lors du post-franquisme. ELA, une expérience et un itinéraire indissociable de l'histoire d'EAJ-PNB et de sa vision sociale jusque dans les années 60, revendique aujourd'hui son idéologie socialiste et son indépendance politique vis-à-vis d’autres organisations. Rencontre avec Amaia Muñoa, membre du comité exécutif d'ELA et en charge des relations avec le Pays Basque nord.

Quelles sont les constantes d'ELA depuis sa création jusqu'à maintenant ?

Deux éléments se croisent. Depuis le départ, ELA développe une conscience de classe et défend un projet abertzale. Quelque soit l'évolution donnée au contenu du terme de classe, l'idée d'une classe de salariés est une catégorie constante qui s'inscrit en Euskal Herria.

Quelles sont ses valeurs ?

Il s'agit à l'époque très clairement, d'un syndicat ouvrier fidèle à la doctrine sociale de l'Église, aux valeurs de solidarité et secours mutuel…
Aujourd’hui le projet se base sur la solidarité et la justice sociale.

Comment est né ELA ?

Il s'agit d'un syndicat qui naît au sein d’EAJ-PNB, en 1911. Les ouvriers basques, majoritairement nationalistes et catholiques, n’avaient pas d’organisation propre dans laquelle s’intégrer en tant que classe ouvrière, mise à part l’UGT (Union General de Trabajadores), syndicat espagnol lié au PSOE. Ils vivaient une époque de forte expansion industrielle, dans le Grand Bilbao, mais aussi une époque de grande misère. Les prises de position générale de l'Alderdi ne prenaient pas toujours en compte, suffisamment, selon eux, leurs intérêts.



Adolfo Muñoz «Txiki », secrétaire national d'ELA

Le PSOE, le parti socialiste espagnol est également né en Biscaye, avec son bras syndical, l'UGT. La région minière connaît un afflux massif d'immigrants et la population de cette zone passe de 5000 habitants en 1876 à 60 000 habitants, en 1900. ELA est également né de la réaction des abertzale face à l'émergence et au développement d'UGT, réalisé dans le mépris de la réalité spécifique du Pays Basque.

ELA a connu un rapide développement

Le premier noyau constitué en 1911 comprenait 178 personnes. En 1914, différents groupes constituent la fédération de Biscaye, de même en Gipuzkoa, en 1918. En 1919, il y a déjà 2000 affiliés.

L’augmentation des effectifs a été constante. En 1921, les premières caisses de solidarité sont crées pour indemniser les personnes en grève ou mises au chômage. En 1933, au début de la jeune République espagnole, ELA disposait déjà de 40 000 affiliés. Cela est dû mécaniquement à la multiplication des postes d'ouvriers, mais aussi à l’influence grandissante et à la crise économique qui crée de la misère. En 1933, lors de son deuxième Congrès à Gasteiz, ELA décide d'intégrer la CISC, la confédération chrétienne des travailleurs. ELA est surtout présent dans les deux provinces les plus industrialisées : la Biscaye et le Gipuzkoa, mais l’implantation en Araba et Nafarroa est déjà bien réelle. Elle change son nom espagnol. Elle devient la STV, le syndicat des travailleurs basques qui remplace le SOV, le syndicat des ouvriers basques. Changement d'appellation qui s’explique par l’inclusion dans la confédération d’une fédération d’employés déjà existante.

Quels sont ses résultats ?

Son travail revendicatif classique permet d'améliorer les conditions de vie de nombreux travailleurs. Le syndicat met également en place des services qui tentent de compenser l'absence de services publics et de sécurité sociale. ELA crée une structure de mutuelle pour rembourser les malades, leur permettre de financer leurs soins et leurs médicaments. ELA met en place également une organisation de magasins alimentaires, pour approvisionner les ouvriers en nourriture.

Que devient ELA durant la dictature franquiste ?

La direction s'installe à Biarritz. Manu Robles Aranguiz dirige cette équipe. Cette direction se charge des relations internationales. Lorsque la



dictature franquiste touche à sa fin, deux grandes questions se posent : faut-il oui ou non donner de l'importance à la continuité de l'organisation ? Faut-il demeurer syndicat, ou (comme certain le voulaient à Hegoalde) faut il se constituer en mouvement politique ?

Quels sont les principes de refondation d'ELA ?

Le 3ème Congrès d'ELA a lieu en 1976. Une nouvelle génération née dans la clandestinité, sans la culture d'ELA d'avant la guerre civile reprend le flambeau. Manu Robles Aranguiz est élu président d'ELA et assure néanmoins le passage de relais.
ELA se définit comme un syndicat de classe, indépendant, abertzale et socialiste.
Il est indépendant de toute organisation et affirme sa séparation organique avec EAJ-PNB. Il demeure abertzale, ouvert à la classe ouvrière d’Euskal Herria. Il est socialiste. Il devient aconfessionnel et assume encore davantage l'idée d'un conflit de classe.
Les premières années sont consacrées à la consolidation organisationnelle du syndicat.



Cela a dû avoir des incidences pratiques ?
Lors du Congrès, des décisions déterminantes ont été prises pour concrétiser l'indépendance du projet. Il y a une incompatibilité totale entre une fonction de cadre syndical et de responsable politique. L'indépendance économique a un prix. Notre cotisation est 4 fois supérieure à celle d'UGT et de CCOO. Nous avons créé une caisse de résistance qui permet d'assurer des rémunérations aux salariés en grève. C'est un instrument de négociation fort face à des directions patronales. Ils savent que nous avons les moyens de tenir nos engagements.

Quelles sont les différences avec LAB ?
Nous pratiquons un modèle syndical similaire : syndicalisme revendicatif, de classe et abertzale. Néanmoins, nous avons des pratiques de négociation collective différentes, nous avons une culture organisationnelle différente et surtout, Ela est un syndicat indépendant d'autres organisations, alors que Lab est un syndicat qui fait partie du mouvement politique de la gauche abertzale « officielle » ou le MLNB.

Quels est votre poids syndical ?
Nous comptons aujourd'hui 110 000 affiliés, soit près de 10% des salariés. Au total, nous obtenons 36% des voix dans les 4 provinces du Pays Basque sud, 40% des voix en Communauté autonome basque et 22% des voix en Navarre.
Nous sommes organisés par secteurs et par bassin de vie. Aujourd'hui, nous distinguons 4 grands secteurs : le métal, l'industrie non métallurgique, le service public et le secteur privé.

Quel est votre présence en Pays Basque nord ?
En 2004, nous avons créé une antenne au nord de la fondation Manu Robles Aranguiz. Nous proposons un service de formation politique et syndicale, nous assurons un travail de mobilisation, ouvert à la société du Pays Basque nord. Pour la diffusion de cette formation nous éditons aussi Alda !, en collaboration avec Enbata, en éditant le supplément Alda. Nous disposons également d'un local interassociatif qui a pour but de mettre à disposition d'associations et de groupes de militants sociaux, un lieu de travail et réunion.
Nous nous sommes également engagés avec le projet de Euskal Herriko Laborantza Ganbara, la Chambre d'Agriculture alternative. Entre autre nous avons contribué à ce que l'association siège au bâtiment d'Ainize Monjolose. Nous contribuons ainsi de façon concrète et dans un esprit de solidarité à la construction nationale du Pays Basque.

Le pragmatisme nécessaire

Ander de Irala vit dans le milieu économique et politique jeltzale. Luzien de naissance, ce dirigeant d'entreprise porte un double regard nécessaire à l'heure de réfléchir à la pensée économique jeltzale.



Comment peut-on qualifier la politique économique d'EAJ-PNB ? Du « laisser faire libéral », du « capitalisme financier »… ?
Je ne pense pas que « libéralisme » et « capitalisme » veuillent dire la même chose aux États-Unis, en Angleterre ou en France. Nous trouverons des différences appréciables entre ces cultures et les termes employés. Du point de vue des différentes époques, nous trouverons aussi des différences entre les politiques, même si initialement elles sont considérées sous un signe donné, soit « libéral », etc.
Je propose donc de fuir des étiquettes habituelles au moment de décrire la politique économique d'EAJ-PNB, justement pour mieux apprécier les particularités des lignes politiques historiques et actuelles.

Tout au long de son histoire plus que centenaire, EAJ-PNB a dû travailler dans des circonstances bien différentes, depuis la résistance au fascisme et la clandestinité, jusqu'aux gouvernements démocratiques de la Communauté Autonome. On trouve néanmoins, dans toutes ces conditions, un axe commun d'action : « le pragmatisme nécessaire ».
En même temps la politique économique d'EAJ-PNB a toujours été intimement liée au Social. Depuis Sabino Arana jusqu'à nos jours, l'économie et le social vont de pair. L'un n'a pas de sens sans l'autre. C'est sans doute dans la traditionnelle solidarité du Peuple Basque que prend racine cette indissolubilité.

Pragmatisme nécessaire ?
Prenons des exemples pour illustrer ce pragmatisme nécessaire. Pendant la guerre de 36, lors de la prise de Bilbao par l'armée fasciste, le Gouvernement Basque devait prendre une décision au sujet des ponts et des industries de la zone de Bilbao. Que faire ?

- Tout dynamiter : ne laisser à l'ennemi aucune infrastructure de communication utile, ni d'industrie pouvant soutenir leur économie de guerre.

- Ne rien détruire : au risque de faciliter la tâche à l'ennemi, conserver les voies de communications et industries du pays, qui bénéficiera certes à l'ennemi, mais surtout à la population…

Le Gouvernement Basque, sous la direction d' Agirre, décida de maintenir les moyens nécessaires pour que le peuple puisse survivre à des conditions déjà très difficiles. Cette décision a eu un impact très positif à court termes sur la population, mais aussi à moyen et long termes. Si la décision avait été de tout dynamiter, que serait-il advenu de Bilbao ?

Autre exemple, pendant la clandestinité, sous Franco, pour lutter contre la dictature il y avait deux positions :

- la méthode destructive, préconisée par la majorité de la résistance socialiste, anarchiste et communiste, avec la mise en place de combats direct ou indirects contre les institutions franquistes (grèves, sabotages…)
- la méthode constructive et positive dirigée par EAJ-PNB, qui consistait à construire des institutions a-légales ou dans la limite de la légalité, comme les ikastolas et les coopératives. Des actions positives dirigées vers l'amélioration des conditions de vie en Euzkadi.

C'est un peu aussi comme aujourd'hui, où nous trouvons les partisans du « tout ou rien », les antisystèmes, la gauche radicale (dite « gauche abertzale »), etc, et nous avons EAJ-PNB qui construit, positivement, pas à pas.
Récemment, lors d'une conférence de presse au batzoki de Donibane, Iñigo Urkullu (président de l'Euzkadi Buru Batzar) a expliqué que le soutien des parlementaires du Groupe Basque (EAJ-PNB) au gouvernement Zapatero est dû aux conditions des marchés internationaux, à la pression à laquelle est soumise l'Espagne, à la nécessité d'une stabilité politique et économique à Madrid. Nécessité oblige, encore une fois !

Des coopératives, il y en a partout dans le monde. A quoi est dû le succès de MCC ?

Certes, des coopératives il y en a partout dans le monde. Les études réalisées sur l'expérience de MCC décrivent un esprit de coopération inspiré par l'abbé Arizmendi-Arrieta sur la base de sa mentalité sociale chrétienne. À cela il faudrait ajouter une mentalité du Peuple Basque particulière qui expliquerait aussi le succès du groupe, nommé par Fortune comme une des dix entreprises remarquables au monde.
Je retiendrai quatre particularités, vrais piliers de la société basque, à savoir :

- L'institution de l'Arbre Malato : on trouve dans les fors de Nabarra et de Bizkaia l'obligation de lutter contre tout envahisseur et de le repousser jusqu'au dernier arbre du



Jose Maria Arizmendiarrietta,
le fondateur des « coopératives de Mondragon »

territoire, dans lequel on plantait les armes, marquant ainsi la fin de la poursuite. C'est la non intervention des basques hors d'Euzkadi.
- Le « Pase Foral » : « obéir mais ne pas accomplir » ce qui était dicté hors des territoires historiques. « Obéir » indique bien une prédisposition volontaire, tandis que « ne pas accomplir » signifie le refus de toute imposition venant de l'extérieur. C'est la non acceptation des impositions étrangères sur Euzkadi. Les autorités d'Euzkadi ont le droit de ne pas appliquer une décision étrangère contraire à la liberté des Basques.
- La Noblesse Universelle, Habeas Corpus et Défense face à la torture : formule unique au monde pour lutter contre les injustices sociales dans le pays et, en même temps, de jouir de privilèges à l'étranger. C'est aussi, le refus d'appliquer la torture, dans tous les cas !
- La position dominante du travail dans la société et la famille. Par exemple, la jouissance de la terre par celui qui la travaille, coutume et pratique abolies par la « Desamortización de Mendizabal » en 1837.

Mettre le capital su service du travail est donc une formule très bien acceptée dans le pays, qui va dans le sens de la coutume ancestrale et imprimée dans notre mentalité. Ceci produit sans doute un effet de stimulation et de multiplication qui a favorisé le développement de la première pierre : Ulgor.

Mettre le capital au service du travail, c'est à la fois, pour les Basques, une mise en commun de leurs compétences pour vivre dans leur pays et continuer à le faire vivre selon nos propres richesses et sans dépendre de façon excessive de l'extérieur (esprit de l'arbre Malato et du pase foral), l'esprit de la noblesse universelle qui privilégie les formules de coopération à celles plus inégalitaires, la continuité de la valeur travail qui nous distingue très nettement du capitalisme financier néolibéral.

Qualifier EAJ-PNB de parti néolibéral est un non sens. Dans les années 90, il a lutté contre le capitalisme financier en promouvant la réindustrialisation du Pays Basque sud, par des formules de coopération comme les cluster aux antipodes de l'individualisme mis en valeur par le néolibéralisme.

Dans les années 90, un choix a été fait pour la réindustrialisation. Sous quel plan ?

À l'époque, Jon Azua était ministre de l'industrie du gouvernement basque. Il a mis en place le « Plan 3R », les « cluster » ou « pôles de compétitivités » entre autres plans pour redresser la situation dramatique du pays.

De cette époque, date la ACB (aciérie compacte de bizkaia), un exemple de transformation. Avec seulement 300 employés, l'ACB produit autant d'acier que Altos Hornos de Vizcaya (AHV – constituée en 1902) avec plus de 14 000 employés. Ce fut une transformation vraiment nécessaire…

Grâce à la mise en place de politiques combinant les actions publiques et l'initiative privée nous nous trouvons aujourd'hui avec une certaine capacité de résistance à la crise économique. Tandis que le taux de chômage atteint plus de 20% de la population active en moyenne en Espagne, en Hegoalde il est proche de 10%. Sans doute grâce à l'esprit d'entreprise combiné avec une politique d'« économique réelle », non-spéculative.



Rassemblement culturel dans les rues de Bayonne au service d'un esprit collectif

Et pour l'avenir, quelle est la position d'EAJ-PNV ?

Je pense que le « pragmatisme nécessaire » sera toujours un axe central d'action. On y trouve, tant dans la réflexion ADOS, avec un horizon 2013, que dans le programme Think Gaur (horizon 2020), des initiatives qui vont dans ce sens là. Je vous invite à les lire dans la web d'EAJ (www.eaj-pnv.eu). Bonne et nécessaire lecture !

Ander De Irala,
Juge territorial d'Iparralde

« Seul on va plus vite, à plusieurs, on va plus loin »

Cette citation d'un responsable politique local résume assez bien le lien entre efficacité et valeurs sociales, propres à l'expérience concrète du coopérativisme basque. EAJ-PNB n'a pas le monopole du coopérativisme, mais cet état d'esprit est fidèle à sa doctrine politique. Un état d'esprit communautaire, fortement enraciné dans la tradition basque et adapté au monde moderne. Le système juridique basque traditionnel dont EAJ-PNB est le plus ardent défenseur est aussi une expression de cette réalité communautaire.
Rencontre avec Ramuntxo Camblong, ancien président d'EAJ-PNB et principal diffuseur en Pays Basque nord du modèle Mondragon et Peio Olhagaray, directeur du développement économique à la CCI Bayonne Pays Basque.

Y a t-il aussi un esprit coopératif en Pays Basque nord ?

R.C : L'esprit coopératif a existé dés le début du monde. Avec la transformation des activités économiques au 19ème siècle, on disait que "la coopérative est fille de la nécessité". Au 20ème siècle, avec l'économie moderne et la formation "on ne naît pas coopérateur, on le devient". Donc pas de spontanéité mais une formation coopérative est mise en place.
Au Pays Basque Nord, avec l'exemple de Mondragon en 10 ans à partir de 1975 naissent 20 coopératives avec 500 travailleurs associés et ce mouvement continue encore en ce début de 21ème siècle.



Ramuntxo Camblong

Quelles sont les valeurs et les raisons qui sous-tendent selon vous, le mouvement coopératif ?

R.C : Il s'agit d'abord de la valeur de solidarité, celle de la solidarité concrète de l'entraide entre les uns et les autres. Cela crée aussi une émulation et un goût d'entreprendre.
P.O : Comme l'on dit souvent, nécessité fait loi. Lorsqu'une difficulté se présente, cet esprit coopératif est particulièrement nécessaire. Il est certain que MCC, les coopératives de Mondragon sont nées dans un contexte franquiste particulièrement hostile. Elles ont démontré quelque chose de quasiment unique : être capable de se battre sur des marchés internationaux, tout en gardant l'esprit coopératif.

Retrouve-t-on cet esprit là, en Pays Basque nord ?

R.C : cela n'est pas comparable ici, même si des SCOP ont vu le jour.
P.O : le poids des coopératives dans l'économie du Pays Basque nord est faible, si l'on compare le poids de MCC dans l'économie du Pays Basque sud.

Le Pays basque nord est tout de même, la première région d'Aquitaine concernant la présence de coopératives ?

R.C : Oui, bien sûr, mais nous n'avons jamais réussi à créer de structures intercoopératives(1) contrairement à MCC. Cela reste des expériences et des réussites isolées.
P.O : Autant, il y a eu un mouvement de création de SCOP, dans les années 70, autant aujourd'hui, il y a peu de création de SCOP.

Comment les entreprises ont-elles supporté cette crise économique ?

P.O : Globalement, mieux qu'ailleurs. En Pays Basque nord, de façon générale, l'entrepreneur basque n'est pas dans le bling bling. Cela peut venir, mais pour l'instant, ce n'est pas le cas. Ce sont souvent des entreprises avec des fonds propres importants qui ont dû puiser dans leurs réserves pendant la crise.
Mais, globalement, elles sont aujourd'hui assez bien armées pour continuer. D'ailleurs, l'indice de confiance des entrepreneurs basques connaît actuellement un redressement spectaculaire. Cela est primordial pour la suite.

Au delà de la structure juridique coopérative, retrouve-t-on ailleurs cet esprit coopératif ?

P.O : Cela est incontestable. Il y a actuellement, une forme de création d'entreprises qui se développe, en particulier, chez les jeunes, celle de l'association d'entrepreneurs. Mais, dans ce cas, on sort du principe coopératif, une personne, une voix pour celui de la décision entre actionnaires partenaires de petites structures, avec du reste actuellement, souvent, peu ou pas de salarié(e)s.
R.C : Il faut maintenir, voire développer cet esprit coopératif, mais, chez nous, on est devenu beaucoup plus individualiste.

(1) La structure intercoopérative consiste à mettre en commun des éléments de l'entreprise.
Ainsi le premier groupe coopératif de Mondragon qui s'appellera Ularco puis Fagor comprend les 5 premiéres coopératives de Mondragon avec l'idée de les doter de services communs de facon à réduire les coûts, réussir une gestion plus efficace et consolider les coopératives de base.
Pami les services communs il y aura la Banque Caja laboral, la mutuelle Lagun Aro ou le groupe éducatif.
En Iparralde sont nés les clusters de la glisse, de l'agroalimentaire et celui du tourisme qui marche très fort. Beaucoup d'entreprises ont un caractère participatif fort, à l'exemple de l'entreprise Sokoa.

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 -
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

EAJ PNB
Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque

ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Responsables des Biltzar : Bayonne-Anglet-Biarritz, **Ramuntxo Camblong** 06 19 97 15 75 **rxocamblong@hotmail.fr** - Basse-Navarre-Soule, **Paco Arizmendi** 06 80 88 55 85 - Hendaye, **Marinette Aprendisteguy** 05 59 20 73 31 - Labourd intérieur, **Dany Camblong** 06 82 82 86 12 **daniel.camblong@wanadoo.fr** - Saint-Jean-de-Luz, **Jean Aniotzbehere** 05 59 54 21 32

100 % PAPIER RECYCLÉ
Imprimé sur papier recyclé